

Le plus important fonds de pension danois met sur liste noire une entreprise allemande pour ses liens avec l'occupation israélienne

15 décembre | Middle East Monitor | Traduction JPP pour l'AURDIP | Actualités en English



Le plus important fonds de pension commercial du Danemark a mis sur sa liste noire l'entreprise allemande HeidelbergCement, en raison de ses liens avec l'occupation israélienne de la Cisjordanie.

PFA Pension a annoncé cette exclusion sur son site, en déclarant : « PFA ne souhaite pas contribuer à une quelconque activité illégale en lien avec l'occupation de la Cisjordanie ».

Selon la déclaration, « HeidelbergCement est impliquée dans l'extraction de ressources naturelles d'une façon incompatible avec la politique de PFA pour des investissements responsables ». HeidelbergCement exploite une carrière en Cisjordanie par le biais de sa filiale israélienne.

L'insertion de l'entreprise sur la liste des exclusions, qui comprend plus de 30 entreprises dont Elbit Systems, le fabricant d'armes israélien, se lit ainsi : « Violation des droits de l'homme fondamentaux, ce qui contrevient aux

principes 1 et 2 du Pacte mondial des Nations-Unies » [1].

PFA Pension a également annoncé qu'il attendait des réponses d'une autre entreprise, Cement Roadstone Holding (CRH), sur ses liens avec l'occupation d'Israël, avant de prendre une décision quant à son insertion ou non sur la liste noire.

PFA Pension gère un actif de 552 milliards de couronnes danoises (73,9 milliards d'€). Selon son site, « PFA veut, avec détermination, mettre en œuvre les facteurs sociaux, environnementaux et gouvernementaux internationalement reconnus, en tant que partie intégrante du processus d'investissement ».

Plus tôt cette année, le plus grand fonds de pension de Norvège a exclu de la même manière HeidelbergCement de son portefeuille de placements de 70 milliards de dollars, après une période d'enquête et de rencontres.

La décision d'exclure HeidelbergCement, le deuxième plus important producteur de ciment au monde, a été prise après une pression intense venant d'ActionAid] Danemark et d'autres ONGs, qui ont salué l'initiative.

Troels Børrild, conseiller politique chevronné et expert en RSE (responsabilité sociale des entreprises) pour ActionAid Denmark, a déclaré que la décision de la mettre sur la liste noire a été prise après une période d'« échanges avec l'entreprise (par PFA Pension) ».

Investir dans des entreprises qui profitent de violations systématiques des droits humains du fait des colonies israéliennes illégales et de l'occupation agressive, devient toxique pour les investisseurs. À un moment donné, les actions de telles entreprises seront totalement illégales au regard de la législation internationale, et au moins, enfreindront la responsabilité de l'entreprise dans le respect des droits de l'homme. De trop nombreux investisseurs et entreprises ne satisfont toujours pas à leur propre politique dans le cas de

marchés qui tirent profit de l'occupation israélienne.

[1] Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ; et
2. Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.